

Parti socialiste genevois

Conférence de presse
23 janvier 2009

Elections du
Conseil d'Etat
Grand Conseil

**Présentation
des candidat-e-s
à la candidature**

Congrès du PSG



Le Parti socialiste genevois a organisé une conférence de presse ce vendredi 23 janvier 2009 pour présenter les candidat-e-s à la candidature en vue des élections du Conseil d'Etat et du Grand Conseil.

En cette période de crise et d'incertitude un Parti Socialiste fort, engagé, créatif est une garantie clé pour citoyennes et citoyens.

La situation actuelle avec seulement 1/3 des députés appartenant à la gauche (socialistes et verts) ne permet aucunement d'assurer aux habitant-e-s du canton un Etat efficace et assurant protection sociale crédible.

Il est donc crucial de changer la donne politique, et les Socialistes souhaitent offrir aux citoyennes et citoyens de ce canton, l'option d'une majorité de gauche, non seulement au Gouvernement mais aussi au Parlement, ceci avec leurs partenaires de l'Alternative.

En vue de cet enjeu décisif, les Socialistes sont fiers d'avoir reçu 52 candidates et candidats de grande qualité à la candidature au Grand Conseil. En outre cinq personnalités ont postulé à la candidature en vue de l'élection au Conseil d'Etat. Le choix se fera démocratiquement lors du Congrès du Parti Socialiste le **21 février prochain**.

Ce Congrès déterminera le nombre de candidat-e-s pour les deux élections.

Il se déterminera aussi sur le Programme du Parti pour la législature 2009-2013.

Annexe:

Liste des candidatures déposées pour le Grand Conseil

Dossier de présentation des candidat-e-s à la candidature pour le Conseil d'Etat.

*René Longet
Président*

Election au Conseil d'Etat

Liste des Candidat-e-s

1. Charles BEER (Candidat sortant)
2. Anne EMERY-TORRACINTA
3. Laurence FEHLMANN RIELLE
4. Véronique PÜRRO
5. Manuel TORNARE

Candidatures Conseil d'Etat- Congrès 2009



Notice biographique

Né en 1961 dans le quartier de la Jonction à Genève, j'ai adhéré en 1979, à l'âge de 18 ans, au Parti Socialiste, voici bientôt 30 ans. Après mes études à l'Institut d'Etudes Sociales, j'ai pratiqué pendant quelques années le métier d'assistant social et celui d'enseignant, avant de m'engager dans le syndicalisme. Après un court passage au syndicat FTMH, j'ai ensuite dirigé le syndicat Actions Unia pendant près de 15 ans. Durant cette période, avec Christiane Brunner (FTMH) et Vasco Pedrina (SIB) nous avons jeté les bases du plus grand syndicat du pays: Unia.

En 1997, je suis élu député au Grand Conseil, je vais y siéger 6 ans en occupant, entre autres, la présidence de la commission de l'enseignement et de l'éducation. En 2003, à la suite de l'élection de Micheline Calmy-Rey au Conseil fédéral, je remporte l'élection partielle au Conseil d'Etat. Dès mon arrivée au sein du gouvernement genevois, je reprends la tête du Département de l'instruction publique, dont j'ai conservé la charge après ma réélection en 2005.

Charles BEER

Je suis un passionné de politique, très attaché au respect des droits humains et de l'environnement. Je suis membre d'Amnesty International, de la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), de la Déclaration de Berne, de l'association pour les intérêts des cyclistes (ASPIC) et de l'association transports et environnement (ATE). Je suis également membre de l'association suisse des locataires (ASLOCA) et je soutiens le parrainage d'un enfant.

Père de deux enfants, auxquels je consacre une grande partie de mes loisirs, je suis également très attaché à l'art, la peinture et la littérature. Ancien judoka, je pratique encore occasionnellement du tennis et de la course à pied.

Né le 13 novembre 1961
Originaire de Genève
Père de deux enfants
En charge du département de l'instruction publique (DIP)
Président du Conseil d'Etat (décembre 2006 à décembre 2007)
Vice-président du Conseil d'Etat (décembre

2005 à décembre 2006)

Parti socialiste

Adhésion au PS en 1979
Elu le 2 mars 2003
Réélu le 13 novembre 2005

Mandats politiques

1997-2003 : député au Grand Conseil
1987-1989 : conseiller municipal de la commune de Vernier

Expérience professionnelle

1997-2003 : membre du Comité directeur de l'Union syndicale suisse
1997-2003 : vice-président de la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS)
1995-1997 : président de la CGAS
1988-2003 : secrétaire général du syndicat actions unia (Association des Commis de Genève et FCTA Genève)
1987-1988 : assistant social

Formation

Diplômé de l'Institut d'études sociales de Genève (IES)

Objectifs, motivations et ambitions pour le Conseil d'Etat

Monsieur le Président,
Chères et chers camarades et amis,

Après trois ans de cohabitation politique entre les majorités opposées du Conseil d'Etat et du Grand Conseil, de résistance aux chants des sirènes du démantèlement social et du populisme, il est urgent pour la gauche de reprendre l'initiative politique en faveur du véritable projet de société attendu par la population la

plus précarisée et défavorisée, comme par la classe moyenne de notre canton.

A l'heure où la crise financière internationale développe ses effets pernecieux et dévastateurs sur l'économie réelle, les prévisions et conjectures les plus sombres sont avancées; leurs conséquences sociales se dessinent, certaines sont déjà réalité. Cette nouvelle crise est avant tout celle de la spéculation inhérente au système capitaliste. De nombreux plans politiques s'échafaudent ici et là pour remédier aux conséquences de

cette crise. Tous appellent, en rupture avec les valeurs idéologiques individualistes dominantes, au renforcement du rôle de l'Etat. Parfois opportunistes, souvent controversés, ces plans, qui exigent le débat, s'accordent tous pour reconnaître en l'Etat le seul recours et la seule force capables de redresser la situation et écarter les pires scénarios.

La gauche - les socialistes en particulier en raison de leur histoire, de leur expérience et de leur représentativité - doivent être le moteur de cette évolution. *(suite en page 5)*

Nous devons proposer un contrôle crédible et donc renforcé du système, exiger des règles pour une transparence véritable. L'économie réelle, basée sur la production et les services et créatrice de richesses, doit redevenir la priorité. La valeur du travail doit être reconnue et primer sur l'enrichissement personnel. Les socialistes doivent imposer la logique du plein emploi et du développement durable, plutôt que celle de la croissance aveugle.

La lutte pour l'égalité hommes/femmes, pour l'accès de toutes et tous à la nourriture, aux soins, à l'éducation et au droit de vivre en paix dans un environnement planétaire sain et préservé exige des stratégies et des politiques que seules nos forces de progrès peuvent incarner. Nous ne parviendrons à faire reculer les ultralibéraux et les populistes que si nous intégrons, dans une perspective européenne, la nécessité de développer des réponses aux niveaux local et global.

A la condition toutefois que nous soyons aussi capables de sortir de la logique du surendettement permanent pour assurer les besoins du moment, de l'instant. Nous devons persévérer dans notre volonté de modernisation du service public, afin de préserver une plus grande maîtrise et une meilleure efficacité de l'Etat. Ce dernier doit cadrer davantage l'économie, assurer une meilleure redistribution des ressources et renforcer le droit permanent à la formation, gage d'indépendance de chacune et chacun.

Tels sont donc les enjeux prioritaires des prochaines élections à Genève. Tels doivent être nos principaux engagements.

Notre canton et sa région ont connu, ces vingt dernières années, une croissance démographique et économique sans précédent. Le tissu urbain s'étend désormais dans une logique de métropole de Thonon à Nyon et, sous l'impact des bilatérales, doit intégrer l'émergence d'une nouvelle réalité sociale. Celle-ci est aujourd'hui d'abord le fruit d'une somme de comportements individuels.

Genève n'a pas anticipé son développement et sa région et notre canton s'est gravement enfoncé dans les inégalités entre individus,

entre quartiers et communes.

Le Conseil d'Etat, durant cette législature, a saisi la gravité de cette situation et proposé des perspectives, notamment régionales, en misant sur les réformes, le redressement des finances publiques, la restauration des rapports de confiance avec la fonction publique, d'une part, avec les communes et le Parlement, d'autre part.

Au département de l'instruction publique, fort du constat que j'ai dressé lors de mon entrée en fonction qui concluait à l'émiettement du service public et à la perte de confiance de la population dans notre système scolaire, j'ai beaucoup investi dans les visites d'établissement, les rencontres avec les différents services et la concertation. Le document «13 priorités pour l'instruction publique», traçant les directions essentielles dans lesquelles nous nous sommes engagés, est issu de ces observations et de cette concertation. Ces priorités se déclinent sur 3 axes :

1. renforcement des exigences pour tous les élèves de l'enseignement primaire à l'enseignement universitaire : harmonisation suisse et romande, nouveau projet pour le cycle d'orientation, pôles de formation professionnelle, nouvelle école de culture générale;
2. renforcement du dispositif en faveur de l'égalité des chances : évolution vers l'éducation inclusive, mise en place du réseau d'enseignement prioritaire (REP);
3. modification des structures de l'administration par l'introduction d'une autonomie de gestion des établissements, d'une hiérarchie de proximité et du partenariat : réorganisation de l'enseignement primaire, gestion de la crise de l'Université et vote d'une nouvelle loi.

Je tiens tout particulièrement à mettre en évidence l'instauration du REP qui représente un pas en avant important en faveur de la qualité, de l'équité et de la participation citoyenne. Je tiens en outre à mentionner mon engagement sans relâche pour faire aboutir ces réformes et réorganisations essentielles, en insistant sur leur conception dans la participation et sur leur constante évaluation.

A cette démarche de réforme, j'ajouterai mon engagement pour la place de la culture dans

notre canton qui m'a amené à m'opposer à la volonté de l'Etat et des communes de transférer nos compétences intégralement à la Ville de Genève.

Nous nous trouvons aujourd'hui, en raison de la situation internationale, au milieu du gué. Pour garantir un projet responsable et solidaire pour Genève, capitale des droits humains, la gauche - aux côtés des syndicats et des associations - remportera les prochaines élections, sous notre impulsion. Elle doit donc s'engager dans la lutte contre les inégalités, dans le développement d'une véritable politique urbaine en faveur de la région, dans l'émergence d'un projet d'une société de la connaissance, reposant sur l'éducation, la recherche et la culture.

Fort de trente ans d'engagement dans notre parti et, aux côtés des forces de gauche, au bénéfice de six ans d'action gouvernementale fidèle à nos valeurs de solidarité et de responsabilité grâce aux militant-e-s et aux instances de notre parti, j'ai décidé, avec l'appui de ma section des Trois-Chêne, de me présenter à vous, Monsieur le Président, chères et chers camarades et amis, pour solliciter un nouveau mandat au Conseil d'Etat de notre République, afin de concrétiser ce projet. Je me réjouis d'ores et déjà de faire campagne avec vous dans notre combat pour davantage de justice sociale, d'ouverture et de perspectives pour les générations futures de ce canton.

Bien fidèlement à vous toutes et vous tous,

*Charles Beer
Conseiller d'Etat
en charge du département
de l'instruction publique*

Candidatures Conseil d'Etat- Congrès 2009



Anne EMERY-TORRACINTA

Notice biographique

50 ans.
Mariée, 3 enfants (26, 24 et 19 ans).
Adhésion au PS en 1984, section Champagne

Formation

Maturité moderne (1976).
Licence en histoire de la Faculté des Sciences économiques et sociales (1981).
Certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire (1983).
Attestation de formation initiale des formateurs d'enseignants secondaires (1993).
Certificat universitaire en management des institutions sociales (2005).

Activités professionnelles

Depuis 1978, enseignante dans divers établissements : École de commerce, Collège, Haute École de Gestion (HES) et en tant que formatrice d'enseignant-e-s.

Mandats

Députée, cheffe de groupe, membre du bureau du CD

Activités associatives

Engagements variés dès 1974.
Membres de plusieurs associations, dont : WWF, Déclaration de Berne, Mouvement populaire des familles, ATE, Autisme-Suisse romande, Argos, Licra, NOMES.

Dès 1995: comité d'insieme (Association de parents et amis de personnes mentalement handicapées), présidente depuis 2002.

Objectifs, motivations et ambitions pour le Conseil d'Etat

Chères et chers camarades,

Cette législature a montré la nécessité d'une présence socialiste forte au Conseil d'État.

En effet, malgré les promesses faites, les prestations ont diminué, notamment pour les bénéficiaires de l'aide sociale et les familles monoparentales. L'Alternative étant très minoritaire au Grand Conseil, la droite et l'extrême-droite n'ont eu de cesse que d'essayer avec arrogance de couper dans les dépenses.

Ainsi, et alors que les Verts semblaient parfois plus enclins à diminuer la dette qu'à maintenir les prestations, les socialistes sont apparus-e-s comme la seule force de gauche à même de défendre l'État social. La crise économique rend donc capital le maintien de deux sièges au gouvernement pour y mener une politique de gauche.

Ma candidature s'inscrit dans la logique d'un parcours de vie et d'un engagement marqué par la volonté d'agir pour un monde plus juste.

Deux événements ont déterminé mes convictions de gauche : la famine au Biafra et les événements de mai 1968 (je vivais à Paris !). J'ai alors pris conscience de l'existence d'injustices inacceptables, mais aussi de la nécessité pour chacun-e d'entre nous d'agir à son niveau pour tenter d'inverser le cours des choses. Ainsi, à 14 ans, je suis entrée au WWF. A 16 ans, j'ai créé un groupe de collégien-ne-s agissant en faveur des pays du Sud et contre l'apartheid.

Cet intérêt pour l'action politique et sociale m'a amenée à étudier l'histoire du mouvement

ouvrier et à consacrer mon mémoire de licence aux grèves de 1946 à Genève.

Dans la continuité de cet engagement, j'ai adhéré au parti socialiste il y a 25 ans.

Toutefois, ayant une fille handicapée demandant beaucoup de temps, je n'ai pas eu la disponibilité nécessaire à un mandat politique (de plus, les fonctionnaires ne pouvaient être député-e-s). J'ai donc privilégié l'action au niveau communal : création d'un jardin d'enfants, d'une association de parents et d'un groupe politique alternatif. J'ai aussi milité à l'association de parents et amis de personnes mentalement handicapées et la préside depuis 2002.

Il y a 4 ans, j'ai pu enfin briguer un mandat de députée et me suis engagée avec conviction et sérieux dans cette fonction. J'ai été active notamment dans le domaine social en rédigeant de nombreux textes parlementaires en faveur des plus faibles de notre société (bénéficiaires de l'aide sociale, requérant-e-s d'asile, personnes handicapées) et des familles (allocations familiales). En tant que cheffe de groupe, je suis également amenée à négocier avec les autres partis et à suivre de très près les travaux du Grand Conseil au-delà de ceux des commissions dans lesquelles je siège.

Chères et chers camarades, les élections au Conseil d'État ne seront pas faciles pour notre parti. Nous nous devons donc présenter des candidatures fortes et crédibles. La cohérence de mon parcours, la visibilité de mon engagement au Grand Conseil, mon expérience, mais aussi les réseaux associatifs dont je dispose, m'incitent à relever ce défi.

Anne Emery-Torracinta

Candidatures Conseil d'Etat - Congrès 2009



Laurence FEHLMANN RIELLE

Notice biographique

CV complet sur www.fehlmann-rielle.info

Née le 11 septembre 1955 à Genève

Mariée à Jean-Charles RIELLE, conseiller national.

Députée au Grand Conseil depuis 1997

Parti socialiste genevois

Membre depuis 1992, section Ville de Genève
Présidente de 2004 à 2008

Licence en Sciences politiques, Diplôme en administration publique (IDHEAP)

Activité et mandats professionnels

Secrétaire générale de la FEGPA (Fédération genevoise pour la prévention de l'alcoolisme)

Présidente de la commission consultative en matière d'addictions

Membre de la commission fédérale alcool

Vice-présidente de l'association d'experts en formation des dépendances

Engagement associatif

- Présidente de l'Association Suisse Birmanie

- Membre du comité de Vernier-sur-Rock

- Membre du syndicat SSP/VPOD

- Membre de l'ATE

- Ancienne Présidente du Mouvement Anti-Apartheid

Objectifs, motivations et ambitions pour le Conseil d'Etat

Cher Président,
Chères et Chers Camarades,

La législature qui s'achève a été particulièrement difficile pour les Socialistes qui se sont trouvés très minoritaires dans un Grand Conseil à majorité de droite et d'extrême droite avec une composante populiste marquée. Le Conseil d'Etat à majorité rose-verte a, malgré cette configuration très défavorable, pu contrer certaines dérives droitières en garantissant un Etat solide par la reprise du dialogue avec de nombreux milieux dont celui de la fonction publique. La paix sociale a été maintenue mais au prix de sacrifices qui ont touché les personnes fragiles économiquement : sur le plan des droits sociaux, on assiste à un recul inquiétant. Avec la crise financière mondiale et les difficultés économiques dont on perçoit les signes avant-coureurs, le canton devra continuer à investir pour maintenir la qualité des prestations qu'il offre, gage de son attractivité, mais aussi poursuivre une politique favorable aux emplois de toutes catégories, en accordant une attention particulière à l'insertion des jeunes.

Pour la prochaine législature, les défis sont nombreux : nécessité impérieuse de construire des logements, en particulier des logements d'utilité publique, grands projets d'aménagement (PAV, Communaux d'Ambilly), amélioration des conditions sociales, augmentation des moyens pour la formation, résistance aux tentatives de démantèlement de l'Etat par le biais notamment de diminutions d'impôts profitant aux privilégiés, mesures de réinsertion des chômeurs, soutien à nos aînés, sans oublier les enjeux de la mobilité et du développement durable.

Engagée pendant toute ma jeunesse dans des mouvements sociaux visant à plus de justice sociale et à promouvoir la solidarité internationale, je connais bien la réalité socio-politique de notre canton. En 1992, j'ai adhéré au Parti socialiste genevois afin de porter ces préoccupations sur le plan politique et défendre les valeurs socialistes comme militante, puis sur le plan institutionnel en me présentant au Grand Conseil.

Députée depuis 1997, j'ai fonctionné dans les commissions de l'aménagement (présidence), des affaires sociales (2 présidences), de la santé, de l'économie (présidence), des transports, de l'enseignement supérieur, des droits politiques et des pétitions. J'ai présidé le Parti pendant quatre ans, soit de 2004 à 2008, période pendant laquelle le Secrétariat a été réorganisé.

Membre du groupe égalité depuis mon adhésion, je suis convaincue que la bonne santé d'un parti participe aussi de sa capacité à concrétiser le partage des fonctions entre les femmes et les hommes à tous les niveaux de responsabilité.

Je me sens donc mûre et dotée de l'énergie et de la disponibilité nécessaires pour affronter les différents enjeux cités plus haut en conformité avec les objectifs de notre Parti.

C'est dans cet esprit que je me mets à la disposition du Parti pour défendre le deuxième siège socialiste au Conseil d'Etat, aux côtés de notre camarade Charles Beer.

Avec mes salutations socialistes,

Laurence Fehlmann Rielle

Candidatures Conseil d'Etat - Congrès 2009



Véronique PÜRRO

Notice biographique

Née le 09.06.1966
Syndiquée UNIA

Formation

CFC d'aide en médecine dentaire (1986)
Diplôme d'hygiéniste dentaire (1991)
Licence en sciences politiques (Université de Genève – 1999)

Parcours Professionnel

Cheffe du service social de la Ville de Genève (1999 – ce jour)
Assistante parlementaire de Christiane Brunner,
Assistante dentaire, puis hygiéniste dentaire,

Engagements au sein du parti socialiste

Adhésion en 1990
Co-présidente de la section Ville (1993-1996)
Membre du CD et du bureau du PSG.
Co-présidente des Femmes socialistes suisses et membre du comité directeur du PSS (1997-2001)
Actuellement vice-présidente du PSG.
Présidente de la commission révision de la Constitution du PSG

Mandats électifs

Députée depuis 1997
Conseillère municipale de la Ville de Genève (1991 – 1997)

Principaux engagements professionnels, extra professionnels et associatifs

Membre du comité directeur du Cartel des Associations de Jeunesse (CSAJ)
Membre de la commission jeunesse de l'Union syndicale suisse (USS)
Membre fondatrice du « Mouvement Né le 7 décembre » et du NOMES, mouvements pro-européen
Membre de la commission cantonale de la famille.

Objectifs, motivations et ambitions pour le Conseil d'Etat

Chers et chères camarades,
Par la présente, je vous adresse ma candidature pour porter nos valeurs socialistes dans l'action gouvernementale aux côtés de Charles Beer lors des prochaines élections au Conseil d'Etat.

Avec nos partenaires, gagner la majorité

Dans un contexte de crise financière, économique et sociale, les socialistes doivent être une force de résistance et de propositions. Nous devons défendre le rôle de l'Etat et du service public en tant que garant de l'égalité, de la redistribution des richesses, de la protection de l'environnement ainsi que de la solidarité locale et internationale. Notre campagne pourra s'appuyer sur le bilan de Laurent Moutinot et de Charles Beer et sur notre programme riche de près de 200 propositions ! Je crois fermement que les socialistes, et les femmes socialistes, ont leur place au Conseil d'Etat, que nous devons renforcer notre présence au Grand conseil et reconquérir une majorité parlementaire avec les forces syndicales, nos collègues vert-e-s et l'ensemble de nos camarades de gauche.

Renforcer l'Etat et ses missions

Il nous faut poursuivre les réformes améliorant l'accès du service public à la population, valoriser le travail des fonctionnaires et reprendre les efforts de pédagogie fiscale initiés par Micheline Calmy Rey. Pour pouvoir appliquer une politique socialiste, la maîtrise du sol et de l'aménagement sont indispensables. Acquérir des terrains, développer le parc immobilier de logements sociaux pérennes, lutter contre la spéculation immobilière sont les conditions incontournables pour développer des politiques sociales. Les questions d'aménagement doivent être concertées avec les communes, partenaires essentiels à la construction de notre région.

Le canton consacre son énergie à attirer les multinationales dans le secteur de la haute technologie. Pourtant le quart des emplois du canton sont assurés par les micro-entreprises de proximité qui sont trop peu soutenues par l'Etat. Les socialistes doivent mettre en place une véritable politique économique et de l'emploi qui réponde aux difficultés des petites et moyennes entreprises. L'Etat doit améliorer sa politique familiale, garantir aux salarié-e-s des revenus suffisants et des conditions de travail respectant les conventions collectives, développer des actions contre le chômage des jeunes et des seniors, lutter contre l'endettement, supprimer les effets de seuil et revoir les montants des aides sociales. L'accès aux soins et à un système de santé de qualité égal pour toutes et tous reste aussi un objectif important. Genève a toujours été très fière de sa multi-culturalité et de sa capacité à intégrer les communautés étrangères. Le succès que rencontrent les discours xénophobes doit nous pousser à être le moteur d'une véritable politique d'intégration. Il faut renforcer les droits humains et la question des clandestin-e-s doit être abordée avec des propositions offensives concrètes.

Au service du socialisme

Mes convictions politiques, renforcées par mes origines hispano-suisse et modestes m'ont portée au parti socialiste. La lutte contre les inégalités (de genre, d'origines sociale, économique ou culturelle) a accompagné mes actions aussi bien dans le domaine professionnel que politique. Mes engagements féministes ont toujours figuré parmi mes priorités. Mon expérience professionnelle à la tête du Service social, deux mandats au Conseil municipal et trois au Grand Conseil me donnent aujourd'hui l'expérience nécessaire pour solliciter la confiance des camarades afin de porter, avec vous, les valeurs socialistes au gouvernement.

Véronique Pürro

Candidatures Conseil d'Etat - Congrès 2009



Manuel TORNARE

Notice biographique

Né le 20 avril 1951
Célibataire, sans enfant

Master en lettres – Université de Genève

Fonctionnaire au DIP durant 24 ans ½, professeur de lettres,
doyen, puis directeur au Collège de Genève.

Membre du PS depuis 1973, cofondateur section PS Confignon en 1973

Conseiller municipal en Ville de Genève de 1979 à 1999

Président Conseil municipal 1989/1990

Conseiller administratif depuis 1999

Maire de Genève en
2001/2002 – 2005/2006 – 2008/2009

Objectifs, motivations et ambitions pour le Conseil d'Etat

Monsieur le Président et cher Camarade
Chères, chers Camarades,

Après (bientôt) 10 ans au sein de l'exécutif de la plus grande commune du Canton, je souhaite me présenter à la candidature au Grand Conseil et au Conseil d'Etat lors du Congrès du Parti le 21 février 2009.

Les élections de cet automne, sur fond de crise politique, économique et sociale, vont être un défi important pour les socialistes, chacun en est conscient. Le débat sur les enjeux liés à ces élections doit être rigoureux, en profondeur, sans esquive, sans complaisance si nous voulons nous assurer d'une victoire. Ce combat me mobilise et me motive, nourri par l'expérience que j'ai pu acquérir dans un exécutif, depuis 1999.

Lorsque le Parti de la Ville de Genève m'a désigné comme candidat à l'exécutif en 1998/1999, il était dans une situation très préoccupante pour différentes raisons (bilan peu lisible, effets de la votation sur le « paquet ficelé », conflits de personnes, etc.). Lors des élections du Conseil municipal de 1999, le Parti a atteint son plus bas score historique (12 sièges sur 80 pour 6 partis représentés au Conseil municipal).

Je crois pouvoir prouver que le solide bilan de mon action politique, s'appuyant sur un travail en équipe, a pu redresser l'image du Parti grâce à des faits, non à des paroles, ce qui s'est concrétisé lors des élections de 2003 par un succès sans précédent : le Parti et votre serviteur arrivant en tête, malgré l'entrée d'un septième parti dans l'enceinte municipale.
La poursuite de cette action

- dans le domaine social - en faveur des aînés, des jeunes, des familles, des populations précarisées,
- dans le domaine de la petite enfance (31% de la demande des parents satisfaite en 1999, 67% en 2008),
- dans le domaine de la lutte pour un environnement de meilleure qualité,
- dans le domaine de la promotion de l'égalité entre hommes et femmes, notamment dans le cadre du département que je dirige,
- dans le domaine de la fonction municipale, avec une révision de son statut que j'ai initiée,

a permis au Parti, lors des élections de mars/mai 2007, de renforcer sa place en Ville de Genève (toujours en tête) et de créer les conditions favorables à la parité socialiste au sein de l'exécutif. Ces faits et considérations, largement admis par la population, et la politique énergique menée ont clairement limité la percée populiste au parlement municipal.

Fort de ce bilan, de l'acquis aussi de 25 ans au sein de l'administration cantonale (DIP), de ces convictions, de cette fidélité au Parti qui m'animent, je serais heureux, aux côtés de celui qui a remplacé Micheline Calmy-Rey, Charles Beer, de servir des causes qui me tiennent à cœur et qui sont subordonnées à des actions politiques nécessitées par la situation de crise que nous connaissons actuellement dans le domaine social, environnemental, éducatif, financier, sécuritaire et institutionnel.

Je veux que ma candidature soit placée sous le signe de l'union.

Je vous adresse, Monsieur le Président et Cher camarade, Chères, Chers Camarades, mes amitiés socialistes.

Manuel Tornare

Election au Grand Conseil

Liste des Candidat-e-s

Monsieur Ali AGRANIOU
 Monsieur Gabriel BARTA
 Monsieur Régis de BATTISTA
 Monsieur Renaud BERNARD
 Monsieur Jean BERTHET
 Madame Loly BOLAY
 Monsieur Delfino BOTI KIESE
 Madame Irène BUCHE
 Madame Monique BUSSIEN
 Madame Prunella CARRARD
 Monsieur David CARRILLO
 Monsieur Alain CHARBONNIER
 Monsieur Thierry CHAROLLAIS
 Madame Elisabeth CHATELAIN
 Monsieur Denis CHIARADONNA
 Monsieur Olivier COSTES
 Monsieur François COURVOISIER
 Monsieur Christian D'ANDRES
 Monsieur Roger DENEYS
 Monsieur Jean-Paul DEROUETTE
 Madame Maria-Lourdes DESARDOUIN-
 LOUIS
 Monsieur Antoine DROIN
 Madame Anne EMERY TORRACINTA
 Anne
 Monsieur Frédéric ESPOSITO
 Monsieur Cruz Melchior EYA NCHAMA
 Monsieur Jean-Louis FAZIO

Monsieur Pablo GARCIA
 Madame Aurélie GAVILLET
 Monsieur Nicolas GIANNAKOPOULOS
 Madame Geneviève GUINAND MAITRE
 Monsieur Jean-Luc HORISBERGER
 Monsieur Ninian HUBERT VAN
 BLYENBURGH
 Monsieur Placide ISWALA
 Monsieur Jean Claude JAQUET
 Monsieur Pierre JAQUET
 Monsieur Romain KULL
 Madame Salima MOYARD
 Madame Christiane OLIVIER
 Monsieur Melik OZDEN
 Monsieur Michel PAPAROU
 Monsieur Alberto PEREZ-IRIARTE
 Monsieur Gheorghe RADUTA
 Madame Fatima RIME
 Madame Virginie ROULLER
 Monsieur Ivan SCHMIDT
 Madame Lydia SCHNEIDER HAUSSER
 Madame Christine SERDALY MORGAN
 Madame Marion SOBANEK
 Madame Martine SUMI-VIRET
 Monsieur Manuel TORNARE
 Madame Nicole VALIQUER GRECUCCIO
 Monsieur Thomas WENGER